

Luc Chatel refuse d'inscrire la question de la théorie du gender à l'ordre du jour du Conseil Supérieur de l'Education

Article rédigé par *Fondation de Service politique*, le 26 septembre 2011

À Paris, le 23 septembre 2011

Luc Chatel refuse d'inscrire la question de la théorie du *gender*

à l'ordre du jour du Conseil Supérieur de l'Education

Hier, comme chaque jeudi, le ministre de l'Education nationale Luc Chatel présidait le Conseil Supérieur de l'Education. A deux reprises, l'Association pour la Fondation de Service politique a écrit au ministre pour lui demander de faire délibérer le Conseil Supérieur de l'Education sur une modification des programmes de SVT des classes de 1ère L et ES qui supprimerait toute référence à la théorie du *gender*, annulant et remplaçant en particulier le chapitre intitulé Masculin et féminin , et garantissant que la théorie du *gender* ne pourra faire l'objet d'un sujet au baccalauréat **puisque'elle ne relève pas d'une discipline scientifique.**

Après lecture du compte-rendu de séance paru au [Bulletin officiel de l'EN du 22 septembre](#), l'Association pour la Fondation de Service politique constate une nouvelle fois que sa requête n'a pas été entendue.

Alors que les médias se font l'écho des polémiques soulevées par l'introduction de la théorie du *gender* dans certains manuels scolaires de SVT et que la fronde parlementaire prend une ampleur inattendue (115 sénateurs et 80 députés se sont inquiétés auprès de Luc Chatel de cette dérive idéologique), l'indifférence affichée par le ministre et ses services devient préoccupante. Cela d'autant plus que la présidence de la République s'est engagée pour sa part à faire respecter la liberté de conscience des parents comme des élèves et s'est déclarée hostile à l'enseignement de cette théorie.

L'Association pour la Fondation de Service politique a renouvelé sa demande auprès de Luc Chatel de voir organisée une convention ouverte sur le *gender*.

L'Association pour la Fondation de Service politique déplore que le ministre de l'Education nationale n'ait pas répondu à sa demande et attend de Luc Chatel une réponse en cohérence avec les assurances données par la présidence de la République

Astrid CŒURDEROY
07 6046 30 21
astrid@libertepolitique.com
